



LA MAIN DANS LA MAIN. BUREAU DE DEPOT : 5000 NAMUR. ED- RESP. : ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX : 1€. MENSUEL N° 358 Janvier 2019.



EDITORIAL

DURABLE POUR TOUS !

SOMMAIRE

- P.2 **ANDENNE-
ECHOS DES CAVES**
 Travail sur les Objectifs de
 Développement Durable
- P.3 **NAMUR-
JE CONTINUERAI A ME BATTRE**
 J'ai du tout quitter. Sans revenu, sans
 logement
- P.4 **FEDERATION-
DURABILITE ET PAUVRETE**
 Echo des concertations au Service
 de lutte contre la pauvreté
- P.5 **NAMUR-
POUR UN CHANGEMENT DURABLE**
 Témoignage d'un ami d'Afrique
- P.6 **HAINAUT-
LES DEGATS DES ACTIVATIONS**
 Témoignage
 Un écho de l'assemblée des militants
- P.7 **ANDENNE- HORS CADRE**
 « REGARDE PAR LA FENETRE »
- P.8 **FEDERATION-
ÇA SE PASSE**
 PETITES NOUVELLES

Développement durable, transition, participation citoyenne... des mots qu'on n'entendait pas encore il y a quelques années et qui aujourd'hui sont devenus courants.

Mais derrière ces mots que met-on ? Des intentions politiques ? Une réelle volonté de changement ? Un engagement quotidien de toutes et tous pour construire un monde qui respecte la Terre et ses habitants ?

Au sein de nos rassemblements, souvent nous disons que « Pour les plus pauvres, ce qui est durable, c'est la misère ! ». Ce constat accablant que nous faisons, renforce d'autant plus notre volonté que cela change.

Dans ce journal, des hommes et des femmes témoignent de leurs combats pour pouvoir se loger, se soigner, être reconnus et respectés dans leur projet de vie, pouvoir assurer leur autonomie économique et alimentaire... Nous faisons également écho du point de vue et de l'analyse que nous portons collectivement dans des lieux de concertation.

Pour nous, ces mots sont bien plus que des mots. Ce sont de réels défis à relever qui sont à la hauteur de nos attentes et de nos combats pour un monde plus égalitaire. A la hauteur de nos espoirs d'un monde meilleur pour l'ensemble des habitants de la planète et pas pour une poignée d'individus qui ont la folle et dangereuse envie de s'approprier tout ce qui est nécessaire à la vie sur Terre.

Chantal Cornet

Que celui ou celle qui sait lire, lise et **PARTAGE** ce **JOURNAL** avec celui ou celle qui n'a pas pu apprendre à **LIRE**

ECHOS DES CAVES

ENSEMBLE, NOUS AVONS CHOISI DE TRAVAILLER
QUELQUES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

CHOIX DES OBJECTIFS A TRAVAILLER

Pour rappel¹ cela fait plusieurs mois que nous avons choisi de construire un point de vue sur les Objectifs de Développement Durable programmés à l'horizon 2030 par l'ONU².

Lors des premières rencontres autour de cette thématique, nous avons passé en revue les 17 Objectifs du Développement Durable à partir du jeu proposé par Associations 21³.

Au départ de ce que nous avons exprimé à partir du jeu, nous avons décidé de choisir quelques objectifs à approfondir.

Chacun a pu s'exprimer sur ceux qui lui apparaissent importants de travailler. Nous avons alors choisi ensemble d'en retenir cinq. Il s'agit de : **n°1 « Pas de pauvreté »** ; **n°3 : « Bonne santé et bien-être »** ; **n°4 : « Education de qualité »** ; **n°6 : « Eau propre et assainissement »** ; **n°10 : « Inégalités réduites »**.

Chaque objectif sera travaillé et défini dans un premier temps au départ de nos réalités, de nos vécus et de nos expériences. Et puis, dans un second temps, nous lisons ce que l'ONU en dit, comment elle le définit, ou encore ce que d'autres en disent. Pour arriver dans un troisième temps à une proposition que nous souhaiterons diffuser.

Depuis plusieurs Caves, nous avons commencé à réfléchir sur l'objectif n°3 : « Bonne santé et bien-être ». Nous avons partagé ce que nous vivons sur cette thématique. Comment nous, on le vit, on le ressent et ce qu'on en pense. Au départ de nos réalités qui débordent de témoignages passionnés sur des reculs ou des fragilités inacceptables. Par ailleurs, si on est en incapacité de travail pour maladie, il y a des mois vraiment plus difficiles à vivre.

CE QUI A ÉTÉ DIT : « SI TU ES MALADE, VA VOIR TON MEDECIN... »

« TU NE PAIES PEUT-ÊTRE PAS LA VISITE CHEZ LE MÉDECIN EN DONNANT TA VIGNETTE, MAIS QUAND ON SORT DU BUREAU SI ON N'A PAS LES 30 EUROS (VOIRE PLUS) POUR ALLER CHERCHER LES MÉDICAMENTS, CELA NE GARANTIT PAS L'ACCÈS À LA SANTÉ ».

« ON DOIT ATTENDRE DÉBUT DU MOIS POUR ALLER CHERCHER L'ORDONNANCE. ON NE SAIT PAS SE SOIGNER. DANS CERTAINS CPAS, IL Y A LA CARTE SANTÉ. C'EST EUX QUI ESTIMENT SI TU PEUX AVOIR DROIT À LA CARTE SANTÉ OU PAS ».

« J'EN AI UN PEU MARRE DE LA SITUATION ET DU PEU DE RESPECT. J'AI PLEIN D'INQUIÉTUDE AU NIVEAU DE MA MALADIE. TU N'AS PAS LE TEMPS DE TE REMETTRE QUE TU ES DÉJÀ DANS D'AUTRES SOUCIS. »

« DANS CERTAINS HÔPITAUX, SI TU N'AS PAS L'ARGENT POUR ENTRER, TU N'ENTRES PAS. MA FEMME DEVAIT SE FAIRE OPÉRER ET AU GUICHET, ON ME DEMANDAIT DE PAYER L'ACOMPTE. J'AI REFUSÉ. LA DEUXIÈME FOIS, ON M'A APPELÉ LE JOUR AVANT EN DISANT QUE SI JE NE VENAIS PAS AVEC L'ACOMPTE, ON NE ME LAISSAIT PAS RENTRER ».

« LES MÉDECINS NOUS CONNAISSENT BEAUCOUP MOINS QU'AVANT. LES TRAVAILLEURS SOCIAUX AUSSI. PARCE QU'ILS NE VIVENT PAS LES MÊMES CHOSES QUE NOUS, ILS NE PEUVENT PAS IMAGINER. ET DONC, CE QU'ILS NOUS PROPOSENT NE PEUT PAS NOUS CONVENIR ».

« ET QUAND ON EST MALADE LES REVENUS NE SONT PLUS LES MÊMES. JE PERDS DANS MES REVENUS 600 EUROS ! OR, J'AI DES FRAIS QUI SONT LES MÊMES ET DES FACTURES EN PLUS. QUAND TU ES MALADE, C'EST LA FAMILLE QUI SUBIT. LES SIX PREMIERS MOIS, C'EST VRAIMENT TROP DIFFICILE, SURTOUT QUAND TU AS UN REVENU MINIMUM ».



Le panneau du jeu pour l'objectif n°3

MAIS ENCORE...

Nous avons également évoqué la complexité des factures d'hôpital, le renvoi de plus en plus vers des cabinets privés, le système des aide-soignantes, le poids de la maladie sur l'entourage, la question du (non) choix du droit à être soigné, la qualité des soins et le temps d'hospitalisation qui diminuent. On sort plus vite, donc cela coûte moins mais cela risque d'augmenter le coût des soins par la suite. Cela peut apparaître plus rentable financièrement à court terme mais pas à moyen et long terme. Quelle est encore la place de l'humain dans tout cela ?

Une préoccupation particulière nous est apparue dans le peu de temps accordé à l'accompagnement des parents après la naissance. On quitte la maternité avec un sac débordant d'angoisses et de questions.

Nous avons également lu un article de presse⁴ où le secrétaire général des Mutualités socialistes, Jean-Pascal Labille, dressait un bilan sévère de la politique menée par la Ministre de la santé Maggie De Block. Article avec lequel nous nous sentions proches.

A la dernière cave, nous avons commencé à découvrir ce qui est proposé par l'ONU concernant cet objectif. Le premier constat, dès lecture des premières lignes, suscitant de vives réactions, est que ces lignes sont en distance avec nos préoccupations et nos réalités. Nous poursuivrons notre analyse des propositions de l'ONU lors des prochaines caves.

Des militants

3. <http://www.associations21.org>

4. La Libre Belgique : « On remet au travail les gens qui font de la chimiothérapie » - mardi 27 novembre 2018-P.4

JE CONTINUERAI À ME BATTRE

J'AI DU TOUT QUITTER. SANS REVENU, SANS LOGEMENT. JE ME SUIS RETROUVÉE DEHORS, AVEC MES ENFANTS. NOUS N'AVIONS PLUS RIEN, A PART NOS VETEMENTS.

SANS LOGEMENT

Je me suis séparée de mon compagnon en 2018. Suite à cela, je me suis retrouvée sans rien. La maison lui appartenait, j'ai dû la quitter. Sans revenu et sans logement. Je me suis retrouvée dehors, avec mes enfants.

ET SANS REVENU

J'ai été chez mon père, mes enfants chez ma mère. Si nous avons fait comme ça, c'est parce qu'il n'y avait pas assez de place pour nous tous chez mon père.

Je me suis vite rendue au CPAS pour faire une demande de RIS. Mais la réponse a été négative puisque je vivais chez mon père. Pourquoi n'ai-je pas eu au moins le RIS cohabitant ? Parce que mon père touchait des revenus (une pension de +ou- 1400 euros par mois). Et finalement c'est au bout de 4 mois qu'ils m'ont octroyé une somme de 61 euros par mois.

Heureusement que je touchais encore mes allocations familiales +ou- 600 euros pour les trois enfants.

RECHERCHE D'UN LOGEMENT

J'ai reçu 2 semaines après ma demande, l'attestation de sans-abri. J'ai dû rentrer des papiers concernant les ressources de mon père, ils n'ont pas demandé de renseignements sur ma mère, ils n'ont pas demandé quoi que ce soit sur les enfants.

Je devais avoir au moins deux de mes enfants à mon domicile pour pouvoir obtenir le logement (AIS). Deux sont avec moi, je perçois les allocations familiales, mais le troisième est retourné chez son père, il ne supportait plus la situation dans laquelle on vivait.

Je me suis rendue aux logements sociaux pour y faire ma demande. Là aussi j'ai dû rentrer des documents (composition de ménage, avertissement extrait de rôle, copie de carte d'identité, attestation de sans-abri, attestation des allocations familiales).

ATTENDRE, ATTENDRE...

Je n'ai pas eu de réponse des logements sociaux. Quand je sonnais, on me répondait toujours qu'il n'y avait rien ou bien on me répondait que j'étais la première sur la liste. Eux-mêmes m'ont dit d'aller m'inscrire à l'AIS.

Et c'est au bout de 7 mois que j'ai eu une réponse et une proposition de logement.

ACCEPTER POUR AVANCER

J'ai accepté le logement proposé même s'il ne me plaisait pas, je l'ai accepté pour obtenir le RIS.

Quelques mois après, j'ai eu des nouvelles des logements sociaux qui me faisaient aussi une proposition de logement.

Par contre l'endroit proposé était impossible, car certaines personnes qui y habitaient, harcelaient ma fille. Leur réponse a été que j'aillie demander un certificat chez le médecin (comme quoi ma fille était harcelée par certaines personnes qui habitaient à cet endroit) et ceci pour ne pas perdre ma candidature.

LOGEMENTS VIDES ET FAMILLES A LA RUE

Mais je sais qu'il y a des logements vides et des maisons trois chambres dans d'autres endroits. Je suis retournée aux logements sociaux car je ne me plais vraiment pas là où l'AIS nous a mis.

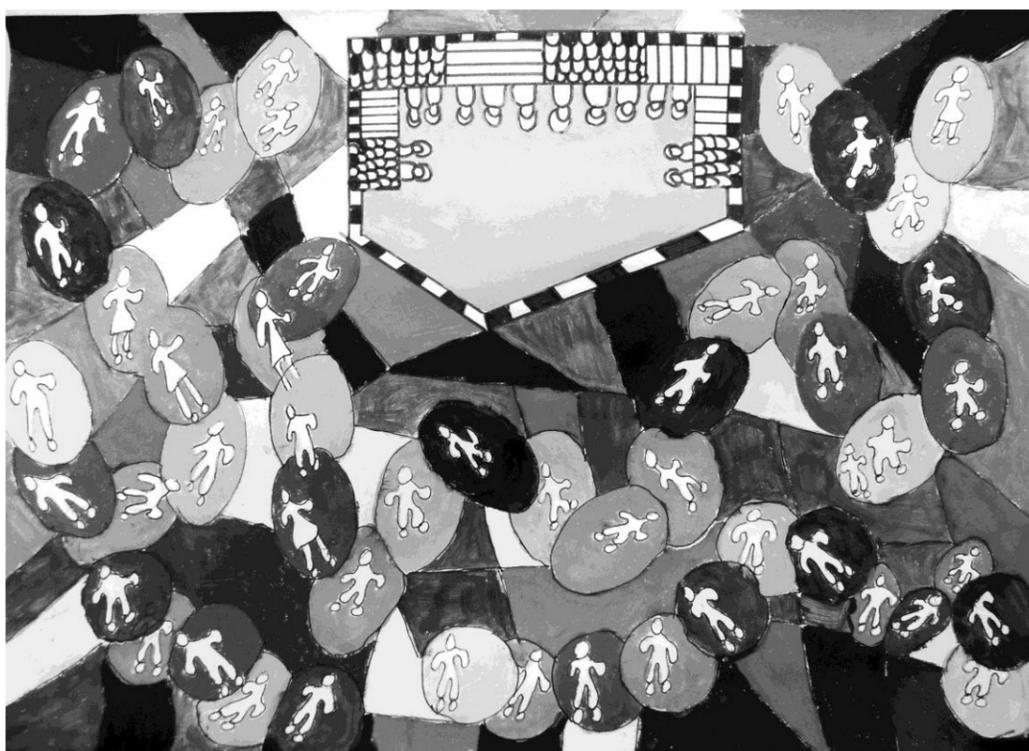
Les logements sociaux m'ont répondu qu'ils ne louaient plus les maisons mais qu'ils les vendaient (entre 120.000€ et 140.000€). Et si je dois aller plus loin j'irai.

JE CONTINUERAI A ME BATTRE

Entre temps, j'ai fait la demande au CPAS pour voir si j'avais le droit de faire quelques heures et le CPAS m'a répondu que oui, si je ne dépassais pas la somme de 240€. Si je les dépasse, ils seront déduits de mon RIS. Et maintenant, j'attends pour obtenir un contrat.

Je voudrais vous dire que toute cette situation a été éprouvante pour moi et mes enfants, que recommencer à zéro n'est pas facile mais que je continuerai à me battre.

Une lectrice



Réalisation de Patricia à l'atelier peinture de Namur - 2018

« DURABILITÉ ET PAUVRETÉ »

ECHO DES CONCERTATIONS AU SERVICE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

UN ENJEU ESSENTIEL

Comme nous le rappelons régulièrement, depuis la publication du Rapport général sur la pauvreté¹ en 1994, nous participons chaque année aux concertations organisées par le Service de lutte contre la pauvreté. Ainsi qu'à la rédaction du rapport qui fait état du dialogue entre les partenaires de ces concertations.

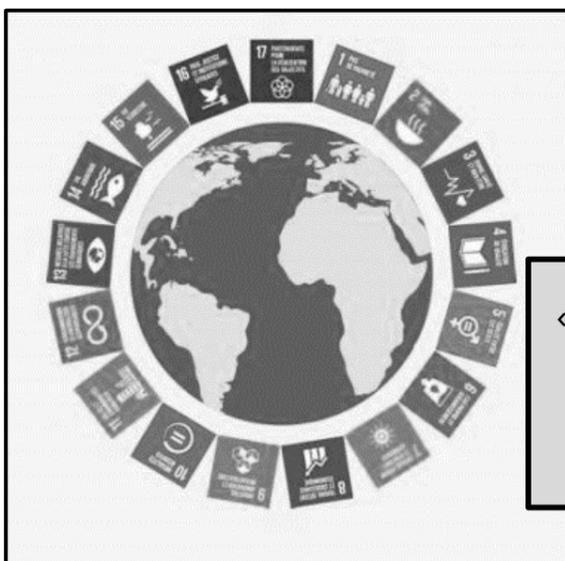
Depuis le mois de mai 2018, nous sommes une dizaine de délégué(e)s à participer à des rencontres dans lesquelles nous travaillons sur la thématique : « Durabilité et pauvreté ».

L'objectif est de réfléchir avec d'autres partenaires aux défis sociaux, environnementaux et économiques auxquels nos sociétés sont confrontées aujourd'hui et le seront encore davantage dans le futur si rien ne change. Et également de réfléchir aux moyens pour faire face à ces enjeux importants pour tous.

NOS PRIORITES

Avec le Collectif des associations partenaires, nous avons contribué au choix de cette thématique parce que, pour nous, il est indispensable que les plus pauvres soient impliqués dans les réflexions sur la construction d'un avenir durable pour notre planète.

Nous sommes convaincus qu'une société ne peut être « durable » que si elle combat les inégalités pour ne laisser personne de côté.



Les 17 objectifs de développement durable



Logo de l'objectif de DD n°1



Concertation du 7 mai 2018



Concertation du 7 mai 2018



Logo de l'objectif de DD n°10

Lors de la première rencontre de préparation nous avons réfléchi au mot « durabilité ». On s'est questionnés sur ce que cela veut dire pour nous le développement durable, quelles sont nos attentes, qu'est-ce qu'il faut changer en priorité...

Plusieurs participant(e)s ont émis ce constat : « Pour les plus pauvres, ce qui est durable, c'est la misère. Il faut que ça change ! ».

Pour nous, dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU², ce sont l'objectif n°1 « Pas de pauvreté » et l'objectif n°10 « Réduire les inégalités » qui doivent prioritairement être atteints.

En luttant contre ce qui produit la pauvreté et les inégalités, on agira forcément en faveur des nombreux autres objectifs : Faim zéro, Bonne santé et bien-être, Lutte contre les changements climatiques, Accès à l'eau...

« Pour les plus pauvres, ce qui est durable, c'est la misère. Il faut que ça change ! ».

Par contre, si on ne décide pas que ces 2 objectifs sont une priorité à atteindre pour la construction d'un monde durable, il risque fort de ne pas être durable pour tous !

RESTER VIGILANT

Nous avons participé activement à six concertations qui nous ont amenés à aborder des thèmes aussi variés que la santé et le bien-être, l'impact des évolutions environnementales et climatiques sur nos vies, l'accès à une éducation de qualité, l'accès à un travail décent, la consommation et la production responsable...

Par nos interventions nous avons attiré l'attention sur le fait que nous voulons contribuer à la construction d'un avenir durable, mais que nos conditions de vie nous le permettent très difficilement.

Nous avons pu épingler un certain nombre de freins : les reculs énormes au niveau de la sécurité sociale et de l'accès aux droits fondamentaux, la création d'emplois de plus en plus précaires, la mise en place de droits spéciaux pour les pauvres au niveau santé, alimentation, éducation...

Chantal Cornet

1. Pour découvrir le rapport général sur la pauvreté : <http://www.luttepauvrete.be/publications/RGP95.pdf>.
2 ONU : Organisation des Nations Unies. Elle rassemble 193 pays et a pour but principal de préserver la paix dans le monde et d'être une plate-forme de dialogue

NAMUR

POUR UN CHANGEMENT DURABLE

TÉMOIGNAGE D'UN AMI D'AFRIQUE À PROPOS DES LIENS
ENTRE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA PAUVRETÉ

LA PAUVRETE EST PARTOUT

La plupart de la population mondiale vit au seuil de la pauvreté. Chaque jour des milliers de personnes meurent de la famine, de la malnutrition, des calamités naturelles, etc.

Malheureusement, l'homme lui-même contribue parfois à sa propre destruction. Les nouvelles technologies créées par nous, les hommes, ont pour conséquence capitale le chômage, le manque d'emploi... Nos propres créations sont en train de prendre nos places dans le monde du travail.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

En Afrique nos produits naturels ont été remplacés par des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Avant nos agriculteurs pouvaient planter ou semer, récolter, vendre pour vivre et en tirer profit. Chose impossible aujourd'hui, car le changement climatique causé par les grosses industries, a ruiné sauvagement nos cultures fruitières bios.

De plus, la forte concurrence des produits OGM a rendu ce métier impraticable. La plupart n'arrivent plus à assurer leur survie en tant qu'agriculteur.

Le manque d'eau, également lié au changement climatique, nous laisse voir un recul total. Des animaux sont en train de mourir de soif.

Au niveau de l'élevage, aussi nous constatons toujours la présence des organismes génétiquement modifiés (OGM). Par exemple : les fermes OGM fabriquent des milliers de poussins par jour. L'éleveur traditionnel ne pourra jamais concurrencer cela et il finira par perdre et abandonner son métier d'éleveur.

ECONOMIE

La population subit les conséquences de la présence énorme de grosses entreprises mondiales qui dictent leurs lois à nos dirigeants politiques. Ceux-ci exécutent les ordres des capitalistes, en signant injustement des contrats gré à gré entachés par la corruption, la gabegie¹ financière...

Tant que cela se passera de la sorte, il n'y aura jamais de retours profitables pour la population. Alors que le continent noir est, de manière générale, la zone où la pauvreté est au plus haut niveau. La majeure partie de la population n'arrive pas à satisfaire ses besoins fondamentaux.

C'est pourtant un continent qui a d'énormes richesses en sous-sol, et qui constituent la matière première dont les industries internationales ont besoin pour atteindre leurs objectifs de production.

Il pourrait forcément y avoir des échanges profitables à tous. Mais malheureusement, on constate une grande injustice au niveau du commerce international.

Les négociations ne seront jamais gagnant-gagnant, car ce sont les acheteurs qui fixeront les prix qui les arrangent et les vendeurs seront obligés d'accepter les prix proposés.

Et, quand les produits seront vendus ils alimenteront les comptes personnels de quelques millionnaires.

SE MOBILISER POUR LE CHANGEMENT

Pour pouvoir pallier ces problèmes et ces injustices que nous, la population mondiale, devons tristement traverser, nous devrions ensemble vivre dans un monde socialement solidaire.

Le travail pour tous, sans distinction de sexe, d'opinions, de race etc., devrait être une priorité.

Ensemble nous devons lutter contre le changement climatique, en protégeant l'environnement, c'est-à-dire en priorité par le reboisement, la lutte contre la pollution sauvage...

Cela doit aussi passer par la démocratie, dans le vrai sens du terme, où nos dirigeants politiques accepteront d'être des vrais employés du peuple et non des demi-dieux qui profitent sur le dos de celui-ci.

Nous voulons construire un monde, où tous les citoyens deviendront égaux au niveau de la justice. Où les syndicalistes défendront honnêtement l'intérêt de tous.

Ensemble nous serons tous : un peuple, un monde, une vie.

Mouthaga Bah

1. gabegie : désordre, gaspillage provenant d'une mauvaise gestion financière



Réalisation de l'atelier reflets, 2017

L'ESPOIR

Plus on nous casse, plus on remonte

Nous sommes des hommes et des femmes qui ne demandent qu'à vivre

Pouvoir fonder sa propre famille, avoir une belle maison

Notre combat, nous le ferons ensemble

Vous pouvez nous rabaisser, nous nous relèverons encore et encore.

Patricia

Texte écrit lors de l'atelier reflets

LES DEGATS DES ACTIVATIONS, DEJA EN 1975

A L'OCCASION DE CE 17 OCTOBRE 2018, JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE, UNE MILITANTE DE LA RÉGION DE CHARLEROI NOUS A PARTAGÉ SON TÉMOIGNAGE AU PARLEMENT DE WALLONIE

J'ai 63 ans. Je suis maman et grand maman et actuellement en chômage après plus de 20 ans dans la dernière place comme ouvrière de nettoyage.

En 1975, j'étais aidée par le CPAS de Molenbeek et j'étais enceinte de ma

deuxième fille. Pour garder le MINIMEX ou l'aide du CPAS, je devais prouver que je cherchais de l'emploi.

Pour justifier mes recherches d'emplois le CPAS m'imposait de venir chaque semaine avec cinq attestations d'employeurs qui confirmaient mes recherches d'emploi. Une par jour.



Journée mondiale du refus de la misère, Parlement de Wallonie, le 17 octobre 2018

Dès ma grossesse connue du CPAS, l'assistante sociale m'a interpellée en me disant que je n'avais déjà pas les moyens pour élever mon premier enfant et voilà un second. Elle me conseillait de faire une interruption de grossesse. J'ai refusé car je voulais garder cet enfant. Ma décision ne plaisait pas.

Au quatrième mois de la grossesse j'ai eu des soucis de santé, mon médecin a imposé le repos.

Il a fait un certificat pour le CPAS pour signaler que ne pouvais plus courir partout pour chercher un emploi et avoir des attestations exigées.

Le CPAS a jugé que mon état de santé ne m'empêchait pas de rechercher un emploi.

J'ai été obligée de me remettre en route et apporter les preuves de recherche au CPAS chaque semaine.

Après quelques temps, j'ai de nouveau eu de gros soucis de santé liés à la grossesse qui imposaient le repos. J'ai dû rester alitée et puis finalement j'ai été hospitalisée.

Finalement ma seconde petite fille est née prématurément à 6 mois. Des soins avant la naissance pour moi et trois mois de couveuse pour ma petite fille.

Après la naissance, du fait que la mutuelle n'était pas en ordre, le CPAS refusait de payer les factures

pour mon hospitalisation, les frais d'accouchement, et les soins de ma petite pendant trois mois.

Des avocats ont introduit une procédure pour faire valoir la responsabilité du CPAS dans ma situation et les obliger à payer tous les frais médicaux liés à la grossesse et la naissance.

Ceci pour rappeler que les activations existent depuis très longtemps dans les CPAS.

Elles peuvent prendre des formes et une pression aux conséquences dramatiques et inhumaines. Oser aller en recours contre les décisions nécessite beaucoup de force et souvent de nombreux soutiens.

Pourquoi, tout ce que nous partageons de nos réalités depuis tant d'années ne fait pas changer les choses ?

Marcelle

ECHO DE L'ASSEMBLEE DES MILITANTS A NAMUR

Lors de notre assemblée des militants du 1^{er} décembre, nous avons évalué notre action au Parlement de Wallonie, lors de la Journée Mondiale du Refus de la misère, le 17 octobre 2018.

Nous avons chacun(e) pu dire l'importance de notre présence au Parlement et sur la Place de l'Ange, où plusieurs personnes ont témoigné de leur vie et de leurs combats.

Voici un petit extrait de l'assemblée :

Marcelle : Quand chacun raconte un petit peu de son histoire, on se rend compte qu'il y a 30, 50 ans c'était la même chose.

On va là-bas avec une lueur d'espoir. L'espoir il est là ! Mais elle est où cette flamme, elle ne vient pas ! Des belles promesses et rien dedans... C'est déjà plein d'émotions de raconter notre histoire, etc. Parce que ce que j'ai vécu, mes enfants le vivent et mes petits-enfants vont vivre ça !

Je vais être arrière-grand-mère, dans quel monde il va arriver cet enfant-là ? La liberté ce n'est pas qu'on ne la trouve pas, c'est qu'ils ne veulent pas nous la donner.

Delphine : Marcelle disait « On ne sait pas où ça va mener, et ce que ça va changer ». Mais en tout cas, ça ne fait pas de tort ! Ces actions-là, ça permet aussi à des gens qui ne peuvent jamais prendre la parole, de la prendre. On a trouvé qu'il y avait une plus forte présence des parlementaires cette année.

« REGARDE PAR LA FENÊTRE »

Pendant les animations début juillet, les enfants de la BDR d'Andenne ont réalisé un mur d'expression avec des fenêtres soit ouvertes soit fermées...

Les fenêtres ouvertes représentent ce qu'on aime, ce qu'on trouve important, beau à regarder, etc. Tandis que les fenêtres fermées représentent plutôt ce qu'on n'aime pas, ce qu'on ne veut pas voir, ce qui est, triste, etc.

La maison des jeunes d'Andenne a réalisé un mur d'expression tout près de la fontaine des enfants, sur le quartier. Une occasion en or, pour les enfants, de créer des fenêtres sur ce mur sans ouverture.

Après avoir réfléchi, ils se lancent dans leurs peintures. Les pinceaux vont et viennent dans tous les sens et laissent libre cours à leur imagination.



Nolan réalise une fenêtre fermée car il n'aime pas du tout voir quand une personne demande de l'argent avec une petite boîte à la sortie des magasins. Les gens passent et l'ignorent.

Hafsa n'aime pas voir les autres se disputer et se bagarrer.

Ahmed a peur des monstres et sa sœur Hadia des araignées, des insectes, etc.

Maëlye n'aime pas quand le soleil brille cela fait mal aux yeux en regardant par la fenêtre.



Quelques fenêtres sur le mur d'expression



Maxime aime regarder les enfants rouler à vélo et les gens promener leur chien sur le quartier.

Emma ce qu'elle aime, c'est sa famille qui se promène.

Mathyas dessine une fenêtre ouverte où l'argent tombe du ciel ! « On aurait plus d'argent et on pourrait en donner à ceux qui n'en ont pas. Ils pourraient avoir une maison ! ».

Shanone aime regarder les papillons, les chevaux, la nature, etc.

Tayron dessine ce qu'il rêve de voir en ouvrant sa fenêtre : un paysage montagneux.

Mais aussi une fenêtre fermée avec une montagne de déchets, qui représente la pollution.



Un enfant en plein travail de peinture

Nous rassemblons les différentes fenêtres et avec les enfants nous les disposons et les fixons sur deux murs de cartons.



CA SE PASSE

Préparation concertation
« Durabilité et pauvreté »

Réunion
Inter-journal

Atelier famille
Une délégation se rend au
conseil communal de Namur

Janvier

L.	M.	M.	J.	V.	S.	D.
	01	02	03	04	05	06
07	08	09	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

« Durabilité et pauvreté »
Concertation au Service de
lutte contre la pauvreté

Agora
Atelier affiche
Atelier le Fil

ET SURTOUT...

LES CAVES : A Namur, les mardis 1, 15 et le 29 janvier. A Andenne, le mardi 8 et le 22 janvier. A Rochefort, le lundi 14 janvier. A Fontaine, les vendredis 11 et 25 janvier.

L'ATELIER : à Andenne les mardis et à Namur les vendredis. **L'ATELIER LE FIL** se retrouve les samedis 12 et 26 janvier 2019. **L'ATELIER REFLETS** les lundis après-midi.

L'ATELIER AFFICHE vous donne rendez-vous à Namur les jeudi 31 janvier, 7,14 et 28 février 2019 à 13 h.

LES PERMANENCES : vous accueillent le lundi à Andenne, le lundi et le jeudi à Namur. Le mardi à Jemelle.

LE GROUPE DU SUIVI DU RAPPORT GENERAL SUR LA PAUVRETE se voit tous les mercredis.

Nous sommes également tous les mercredis au Quartier des Balances et à Peu d'Eau en **BIBLIOTHEQUE DE RUE** avec les enfants.

UNE DECOUVERTE FESTIVE

A Saint-Ghislain, se trouve un super petit musée de la foire et de la mémoire. Les participants des ateliers du CEC de LST Namur, y ont découvert carrousel à l'ancienne, spectacle de puces, entresort et jeux de massacre... et aussi les orgues de barbarie et de vieilles chansons populaires.

Emerveillement et amusement étaient au rendez-vous. Nous avons même eu droit à un tour de manège. Que c'est bon de rire ensemble.

Et nous avons fait le plein d'idées pour notre fête-exposition qui aura lieu le 1^{er} juin 2019 dans nos locaux ! Notez bien la date !



**« LA MAIN DANS LA MAIN »
LE QUART MONDE EN MOUVEMENT**

ONT PARTICIPE A CE NUMERO
D'Andenne : l'équipe d'actualités andennaises. De la Fédération : Chantal. Du Hainaut : les militant(e)s de la région. De Namur : Andrée, Cécile, Isabelle, Patricia, Philippe, l'équipe de rédaction et d'envoi et le groupe suivi RGP.

NOS ADRESSES DE CONTACT

A ANDENNE :

L.S.T Andenne asbl - Tél. : 085/ 84.48.22
Rue d'Horseilles, 26 – 5300 Andenne
andenne@mouvement-lst.org
Cpte: **IBAN: BE96 3500 2327 8305**

A CINEY-MARCHE:

L.S.T Ciney-Marche - Tél. : 0486/333617
Route de France, 5 - 5377 Baillonville
ciney-marche@mouvement-lst.org
Cpte : **IBAN : BE71 7925 8843 2869**

PROVINCE DU HAINAUT :

Fabien Lardinois
Rue de l'Esclopperie, 1 - 7040 Quévy-le-Grand
Tél: 065/88.59.50 – 0486/334359
hainaut@mouvement-lst.org
Cpte : **IBAN: BE67 0013 3858 9387**

A NAMUR :

L.S.T Namur - Tél. : 081/22.15.12
Rue Pépin, 27 – 5000 Namur
namur@mouvement-lst.org
Cpte: **IBAN: BE12 0011 2378 3392**

A TUBIZE :

Claire Goethals - Tél. : 067/64.89.65
Rue du Centre, 19 – 1460 Virginal
tubize@mouvement-lst.org

POUR PLUS D'INFORMATIONS

RETROUVEZ-NOUS SUR :

www.mouvement-lst.org
federation@mouvement-lst.org

ABONNEMENT

Abonnement de soutien fixé à 15 euros/an
Cpte : **IBAN BE67 0013 3858 9387**
De la Fédération Lutttes Solidarités Travail
Rue Pépin, 27– 5000 Namur

DONS

Tous les dons de plus 40 euros sont déductibles des impôts. Montant à verser sur le compte **IBAN BE 23 2500 08303891**. BIC : GEBABEBB. De Caritas Secours Francophone (Délégation de Namur- Luxembourg), avec comme mention : projet n° 05/65 (LST) ou projet n° 178 communication 732-501 (LST Andenne).

AVEC LE SOUTIEN

De la Fédération Wallonie Bruxelles (Ministère de la Culture et des Affaires Sociales) et de la Région wallonne (Direction générale de l'économie et de l'emploi).



CHERS LECTEURS, N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER. NOUS ATTENDONS VOS REMARQUES, VOS ARTICLES, UN PETIT COUP DE FIL... BONNE LECTURE !

LMDLM@MOUVEMENT-LST.ORG